

Jeu de massacre social du gouvernement...raisonnable ?

Pour le Président de la République, le Premier ministre et son gouvernement, ce mercredi 11 juin est certainement un jour faste.

Un bonheur n'arrivant jamais seul, le 3^{ème} Conseil de Modernisation des Politiques Publiques (CMPP), présidé par Nicolas Sarkozy à l'Elysée, a fait suite ce matin à un conseil des ministres marqué par la présentation du projet de loi sur « l'offre raisonnable d'emploi ».

Ainsi, en l'espace de quelques heures, nos gouvernants auront tout de même réussi la prouesse,

- de confirmer, au nom de la « modernisation » de l'Etat, la suppression de plus de 170.000 emplois de fonctionnaires d'état d'ici 2012,
- d'annoncer la suppression de 550 structures (administrations centrales, services déconcentrés et établissements publics) au nom de « l'efficacité » du service public,
- de pousser, au nom de la bataille pour l'emploi et pour de mirabolantes statistiques, un projet de loi institutionnalisant et généralisant la chasse aux chômeurs.

Les travailleurs de France et de Navarre n'en demandaient pas tant !

Ils seront sans doute ravis d'apprendre que tout demandeur d'emploi devra « raisonnablement » accepter, après 3 mois de chômage, toute offre d'emploi rémunérée à 95% de l'ancien salaire, puis après six mois une baisse de 15% et un trajet maximal de 60km, ou deux heures de transport en commun par jour.

Au bout d'un an...les chômeurs pourraient être tenus d'accepter tout emploi rémunéré "à hauteur du revenu de remplacement" versé par les Assedic.

Tout cela se tient à merveille. Pour qui considère - comme le pouvoir politique en place - que la Fonction publique et les fonctionnaires sont telles de disgracieuses et fort coûteuses *scories* qu'il faut réduire au plus vite et sans ménagement, il devient aussi «raisonnable » de laisser entendre que les chômeurs sont de *fieffés fainéants*, coupables à poursuivre et à punir sans clémence.

Et puisqu'il s'agit encore d'être compté au rang des meilleurs élèves de la classe européenne, bien « raisonnable », bien « moderne » et droit dans ses bottes, le gouvernement français vient tout juste d'apporter son soutien à l'accord intervenu le 9 juin entre les 27 Etats membres de l'Union Européenne sur la durée du travail. Accord qui, excusez du peu, offre la possibilité aux employeurs de déroger à la durée maximale hebdomadaire de 48 heures et autorise des durées de travail pouvant aller jusqu'à 65 heures, voire plus !

Voilà, s'il en était encore besoin, qui nous éclaire parfaitement sur les intentions du gouvernement et de la majorité présidentielle à propos des 35 heures. Oui, cela se confirme d'heure en heure, nos dirigeants ont la fibre sociale très très développée.

Ce sont les mêmes qui prétendent servir le service public de la culture en asphyxiant et en détruisant ses missions et ses organes vitaux. Ce sont les mêmes qui préparent actuellement dans le triangle Matignon-Bercy-Valois des coupes claires et sans précédent dans les effectifs du ministère de la culture, de ses services et établissements.

Mais, tous ensemble, dans la continuité du combat opiniâtre que nous avons engagé dès la fin 2007, nous sommes déterminés à faire échec à cette politique de casse insensée et dangereuse.

**Nous ne le dirons jamais assez fort :
Touchez pas à la Culture !**

Paris, le 11 juin 2008